

**CONCOURS D'ACCES A LA GRANDE ECOLE DU
GROUPE INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET
D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES**

EPREUVE DE :

**Economie et Droit
Durée : 4 heures**

Mercredi 19 Juin 2013

DE 9h00 à 13h00

Epreuve d'économie

Veuillez traiter, au choix, l'un des deux suets suivants.

Sujet 1 :

Tensions budgétaires 2013: fin du sursis de la politique conduite depuis 2011

Sur la foi des dernières données disponibles couvrant le trimestre de l'année en cours, plusieurs indices attestent d'une détérioration assez nette du cadre macroéconomique. A fin Mars, les besoins de financement de l'Etat ont dépassé les 28 milliards de dirhams en aggravation de plus de 161,5% par rapport à la même période de 2012. Cette croissance spectaculaire de l'impasse budgétaire est la résultante d'une évolution asymétrique entre les recettes en baisse d'environ 4% et des dépenses globales en hausse d'environ 7%.

La crise économique et financière qui sévit depuis plus d'une année au Maroc a fini par provoquer d'importants remous affectant des pans entiers de l'économie et se ressentant jusqu'au niveau des finances publiques. Les comptes de l'Etat affichent depuis le début de l'exercice budgétaire des déséquilibres qui s'avèrent aujourd'hui d'autant plus préoccupants qu'ils ne laissent présager pour les mois à venir de fortes tensions sur les comptes publics. Déjà à fin mars, les données disponibles montrent que le besoin de financement de l'Etat est en aggravation de plus de 161% par rapport à la même période de 2012.

Cette aggravation de l'impasse budgétaire s'explique dans une large mesure par la baisse accentuée des recettes accompagnée d'une croissance assez soutenue notamment des dépenses ordinaires en particulier celles concernant le fonctionnement et la compensation. La baisse des impôts directs de plus de 12% trouve son origine principalement dans le recul des recettes au titre de l'IS (baisse de plus de 21%). En principe, la fin du premier trimestre de chaque année est censée se caractériser par des entrées importantes de fonds, les entreprises procédant à des ajustements au titre des différents acomptes provisionnels payés durant les trimestres précédents. Le fait que l'IS accuse une baisse aussi importante témoigne des difficultés rencontrées par les différentes unités de production. Autrement dit, l'atonie de la conjoncture de 2012 a fini par peser sur les performances du secteur productif tout entier. Pour rappel, la croissance enregistrée en 2012 (2,7%) est très en deçà de la moyenne tendancielle relevée sur la décennie. Le deuxième fait marquant est la baisse du même ordre de grandeur (moins 21,6%) qui a affecté les droits de douane. En fait, et au-delà des seuls droits de douanes, c'est l'ensemble de la fiscalité, adossée sur les transactions extérieures (droits de douane, TVA sur les importations, TIC sur les produits énergétiques) qui s'inscrit sur une pente descendante.

L'explication réside, pour partie, dans l'entrée en vigueur effective depuis Mars 2012 de la zone de Libre Echange avec l'Union Européenne. Selon l'Accord d'Association liant les deux parties, l'avènement de cet espace de Libre Echange devait s'accompagner d'une disparition des droits de douane sur une partie des biens échangeables. Dans l'ensemble, s'agissant des recettes et à l'exception de l'IR, de la TVA intérieure et des droits d'enregistrement et timbre, toutes les catégories de recettes affichent un profil baissier contrastant fortement avec les évolutions connues jusque-là.

Réduire l'Investissement : le Risque d'une Baisse Future des Recettes

Cette baisse des recettes est d'autant plus préoccupante qu'elle survient dans un contexte global marquée par une croissance soutenue des dépenses. Il ressort des indications chiffrées figurant dans le tableau suivant que le tassement des recettes ordinaires cache de profondes disparités selon que l'accent est mis sur l'évolution des « Biens et Services » (en hausse de plus de 12%), ou de la dette (en recul de 2,2%) et des charges de compensations (en baisse de 25%). S'agissant des dépenses d'investissement en particulier, il convient de relever que contrairement à la croissance spectaculaire de 47% (12,451 Mdsdhs contre 8, Mdsdhs) enregistrée à fin mars, la décision du Gouvernement, datant du début avril, de réduire de 25% l'enveloppe allouée dans le cadre de la loi de finances 2013 au budget investissement jette un regard nouveau sur l'ensemble de la configuration future de l'exécution du budget 2013.

Reste à savoir alors si cette décision d'amputer les dépenses d'investissement dans l'espoir dans l'espoir d'atténuer l'écart qui se creuse entre les recettes en baisse et les engagements publics en hausse soutenue est pertinente, ou au contraire, ne risque-t-elle pas de contribuer, à l'avenir, à alimenter la spirale de la baisse des ressources pour l'Etat. Or, pour comprendre les conséquences fâcheuses de cette décision gouvernementale, il convient de situer la portée réelle que cette décision affecte un budget d'investissement étatique déjà minoré au regard de la nomenclature de la comptabilité nationale. A titre d'illustration, les comptes nationaux pour l'année 2010 retiennent un volume d'investissement des administrations publiques ne dépassant guère 26,6 Milliards de DH, soit à peine 55 % des montants nominaux inscrits dans le budget de l'exercice en question. Autant dire qu'à peine une petite moitié des budgets alloués aux investissements qui se transforme réellement, au sens des comptes nationaux, en accumulation de capital public et, partant, en véritable soutien au potentiel de croissance. Cette décision du Gouvernement vient donc aggraver encore réduire le volume d'investissement qui est déjà limité. Or moins d'investissement aujourd'hui risque fort d'avoir des effets fâcheux sur la création des richesses et donc sur les recettes futures de l'Etat ?

En conclusion, et contrairement ce que laissent apparaître les taux d'exécution de la loi des finances, le profil des comptes de l'Etat pourrait connaître en 2013 une dégradation plus accentuée que celle enregistrée en 2012. Déjà à fin mars, les déficits du solde ordinaire (6,2 Milliards de dirhams en aggravation de 55%) et de l'impasse budgétaire (28 Milliards de dirhams en détérioration de 151%) atteignent des seuils préoccupants. D'autant que pour couvrir ces besoins de financement, l'Etat a fortement sollicité l'épargne intérieure à hauteur de 29,8 milliards de dirhams, les flux de financement en provenance de l'extérieur affichant des montants négatifs pour plus de 1,76 Milliards de dirhams. Dans ce contexte fortement contraint et très contraignant, 2013 ne risque-t-il pas d'être la fin du sursis de la politique publique conduite depuis 2011 ?

Source : Centre Marocain de Conjoncture

Question :

Dans une dissertation structurée et ne dépassant pas 4 pages, en vous appuyant sur le texte ci-dessus, expliquer pourquoi le déficit budgétaire augmente dans notre pays ?
Quels sont les risques pesant sur l'économie nationale si celui-ci n'est pas maîtrisé ?
Quelles sont, selon vous, les politiques et réformes à mettre en place pour juguler ce déficit du Trésor ?

Sujet 2

Economie mondiale en 2013: les inquiétudes

L'économie mondiale commence l'année 2013 avec de multiples handicaps : crise de la zone euro, ralentissement de la croissance des pays émergents et du Japon, politique budgétaire restrictive aux Etats-Unis, au Royaume-Uni. On pourrait « rêver » que face à ces difficultés les politiques économiques menées dans le monde deviennent plus efficaces et plus coopératives : changement de stratégies dans la zone euro, pacte de non-agression par les taux de change, coordination d'une relance économique mondiale dans les pays où des marges de manœuvre existent.

On doit être inquiets pour la situation de l'économie mondiale en 2013, avec un ralentissement de la croissance qui est général, et qui se voit déjà avec le recul de 5% en un an du commerce mondial en valeur. La zone euro va être en récession, avec les politiques budgétaires restrictives, le recul des salaires réels en dehors d'Allemagne, le recul de l'investissement même en Allemagne en raison de la faiblesse de la demande anticipée.

Les grands pays émergents et le Japon sont en difficulté : perte de compétitivité en Chine et signes de désindustrialisation, comme le recul de 4% sur un an des importations de biens d'équipement, avec les fortes hausses de salaires ; goulots d'étranglement multiples en Inde, sur le marché du travail, pour l'énergie qui conduisent à la stagnation de l'industrie ; surévaluation du taux de change et désindustrialisation au Brésil ; destruction de capacité de production avec le tsunami et excès d'épargne des entreprises au Japon. Ceci entraîne en croissance faible ou en récession beaucoup de pays émergents d'Asie et d'Europe Centrale : Corée, Taïwan, Singapour, Turquie, Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Roumanie...

Enfin, le durcissement de la politique budgétaire au Royaume-Uni et aux Etats-Unis va ralentir les économies.

Face à ces mauvaises nouvelles, on pourrait rêver que le Monde s'organise et mette en place des politiques économiques plus efficaces et coopératives. Donnons trois exemples importants. Les autorités européennes pourraient comprendre que la stratégie mise en place dans la zone euro est un échec, conduit à une impasse. La perte d'activité et la montée du chômage dues aux politiques budgétaires restrictives et au recul des salaires réels ne sont pas une étape vers une amélioration des économies des pays de la zone euro dans le futur ; au contraire, on voit que les déficits publics ne se réduisent plus ou même s'aggravent entre 2011

et 2012, en Espagne, en Italie, en France, aux Pays-Bas, et que la capacité d'offre des économies se dégrade puisque l'investissement productif recule et que les entreprises détruisent des capacités de production, à un rythme très rapide, 6 à 10% par an, dans l'industrie en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grèce.

Il faudrait donc avoir le courage de passer dans la zone euro à une stratégie différente qui privilégierait le soutien à la croissance de long terme, avec des investissements dans l'énergie, dans les infrastructures, dans l'éducation financés par l'Europe, alors qu'aujourd'hui les investissements publics reculent, et qui ne reprendrait la réduction des déficits publics qu'une fois la croissance repartie.

Le second rêve serait que les grands pays cessent d'essayer d'améliorer leur situation économique au détriment des autres pays en dépréciant leur taux de change. Un des objectifs clairs, sinon explicites, des politiques monétaires très expansionnistes menées aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, et à nouveau au Japon, est de déprécier les taux de change, ce qui commence à avoir quelques effets sur le dollar et le yen ; la Chine accumule à nouveau des réserves de change pour empêcher l'appréciation du RMB (devise chinoise). Les perdants de ces politiques sont connus : la zone euro qui n'a pas de politique de change, les pays émergents qui ne pensent pas empêcher l'appréciation de leur devise vis-à-vis du dollar, par exemple Brésil et dans la période récente Corée.

Le troisième rêve enfin serait que, puisque la croissance mondiale ralentit, les pays qui en ont la possibilité mènent des politiques de soutien de leur demande intérieure afin de stimuler de manière coopérative l'économie mondiale. Il s'agit des pays ayant des excédents extérieurs, des dettes publiques faibles leur permettant d'accroître leurs déficits publics, des taux de profit des entreprises élevés leur permettant d'accroître les salaires, donc en particulier l'Allemagne, les pays exportateurs de pétrole, la Chine, en ce qui concerne les déficits publics ; le Japon, en ce qui concerne les salaires.

Mais ne rêvons pas : il est très peu probable en réalité que la zone euro sorte de la stratégie d'austérité ; que les pays renoncent à utiliser le taux de change comme arme de politique économique ; que les pays disposant de marge de manœuvre relancent substantiellement leur économie.

Question :

Dans une dissertation synthétique ne dépassant pas quatre (4) pages, en vous appuyant sur le texte ci-dessus et sur vos connaissances personnelles, quelles sont les perspectives économiques pour l'année 2013 ? Les politiques d'austérité mises en place en Europe lui permettront-elles de sortir de la récession économique ? Pourquoi ? Quelles sont, selon vous, les politiques à même de relancer la croissance en Europe et dans le monde ?

Epreuve Droit des Affaires

Veillez traiter obligatoirement les parties suivantes :

1^{ère} partie : Trois questions de cours

- a) Les éléments fondamentaux du contrat de société ? 
- b) Les principales formes des entreprises commerciales ?
- c) Distinction et portée juridique des actes de commerce et des actes civils ?

2^{ème} partie : Cas pratique

Résoudre le cas pratique suivant :

Ali est commerçant à Casablanca où il exploite une concession d'une grande marque de voitures.

- 1/ Il vend des voitures neuves et d'occasion qu'il achète au concédant de la marque d'automobiles et réalise des réparations.
 - 2/ Il a acheté diverses plantes pour sa résidence secondaire dans une pépinière qu'il a payées avec une lettre de change (ou traite).
 - 3/ Il a acheté une voiture afin de la prêter à ses clients qui lui laissent leur voiture en réparation
 - 4/ Il a acheté 5% des parts sociales d'une société à responsabilité limitée ayant pour objet l'exploitation d'un garage concurrent.
 - 5/ Un de ses concurrents l'accuse d'avoir orchestré une campagne de diffamation à son encontre.
- a) Qualifier chaque situation d'acte ou de fait juridique ?
 - b) Déterminer la nature juridique de chaque situation ?
 - c) En cas de litige, précisez pour chaque situation le tribunal qui est compétent ?